

Réponse à la Consultation publique n°2019-022 du 27 novembre 2019 relative à l'application des codes de réseaux prévus à l'article 6 du règlement (CE) n°714/2009 du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 aux installations faisant l'objet de modifications

La réponse de Total Direct Energie à la consultation de la CRE porte sur les questions relatives à l'application du code réseau pour les installations de production d'électricité.

Question 1 :

Êtes-vous favorable à l'application de l'ensemble des exigences du règlement RfG à une unité de production, en cas de changement de catégorie ?

Tel que le prévoit le code de réseau RfG, le changement de catégorie d'installations de production (A-B-C-D) est consécutif d'une évolution de la puissance maximale et du niveau de tension de raccordement. Toute unité dont le niveau de tension de raccordement est supérieur ou égal à 110kV correspond à la catégorie D.

Les exigences du code de réseau étant distinctes selon la catégorie de l'installation, Total Direct Energie considère légitime que le changement de catégorie des installations de production ait pour implication l'application de l'ensemble des exigences du code de réseau.

Question 2 :

Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement RfG proposées à un parc non synchrone de générateurs, en cas d'augmentation de la puissance Pmax du parc non synchrone de générateur de plus de 10% ?

Total Direct Energie n'a pas d'expression sur l'application des codes réseaux aux parcs non synchrones.

Question 3 :

Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement RfG proposées à une unité de production synchrone, en cas d'augmentation de la puissance Pmax de l'unité de plus de 20% ?

Total Direct Energie considère que cette disposition s'inscrit en cohérence avec les dispositions prévues dans le projet d'arrêté relatif à la mise en œuvre des codes de réseau de raccordement. Total Direct Energie n'a pas de remarque à formuler sur cette disposition.

Question 4 :

Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement RfG proposées à une unité de production, en cas de modification d'un élément essentiel de l'unité ?

Les dispositions du code réseau 2016/631 s'appliquent aux unités de production nouvelles, et aux unités existantes lorsque celles-ci font l'objet d'une modification substantielle. L'article 34 du projet d'arrêté relatif à la mise en œuvre des codes de réseaux de raccordement définit plusieurs critères relatifs à la nature substantielle de la modification apportée à une unité de production, parmi laquelle figure le remplacement d'un « *élément essentiel de la technologie mise en œuvre par l'unité* ».

Dans le document de consultation, la CRE souhaite préciser cette définition et envisage de considérer que la modification d'un élément essentiel de la technologie mise en œuvre correspond, pour les unités synchrones, à un changement simultané du rotor et du stator.

Total Direct Energie considère nécessaire d'apporter une précision supplémentaire. En effet, la CRE ne précise pas l'équipement technique de l'unité qui est visé dans le cadre du changement simultané du rotor et du stator. Or, dans le cas d'un CCG, le rotor et le stator peuvent viser à la fois des éléments de la turbine à gaz et de l'alternateur. L'article 2 du code de réseau est clair sur la définition du stator, qui constitue « *la partie d'une machine tournante qui comporte les parties magnétiques stationnaires avec leurs enroulements associés* ». Le code de réseau définit donc le stator comme un élément constitutif de l'alternateur. Total Direct Energie considère par conséquent utile de préciser, dans la rédaction proposée par la CRE que les éléments visés relèvent de l'alternateur, et ce, pour éviter toute confusion dans l'interprétation possible de la notion d' « *élément essentiel de la technologie mise en œuvre par l'unité* ».

Question 5 :

Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement RfG proposées à une unité de production faisant l'objet d'investissements de rénovation mentionnés à l'article R.314-14 du code de l'énergie ?

Total Direct Energie n'a pas d'expression sur l'application des codes réseaux aux unités de production faisant l'objet d'opérations de rénovation dans le cadre de l'obligation d'achat ou du complément de rémunération.

Question 6 :

Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la modification de la convention de raccordement à la suite d'une modification substantielle d'une unité de production ? Avez-vous d'autres propositions ?

Total Direct Energie considère pertinente la proposition de la CRE concernant la modification de la convention de raccordement faisant suite à une modification substantielle d'une unité de production.